

## L'Algérie et la crise malienne

Le conflit au Mali a accentué le sentiment d'encerclement algérien avec des foyers de tension qui se rapprochent de ses frontières, alors que le terrorisme interne constitue toujours une menace.

**Abed Charef**

L'Algérie étouffe. Toutes ses frontières sont sous pression. Le pays donne l'impression d'être encerclé, tant son environnement régional est incertain. À l'Est, la Tunisie n'arrive pas à retrouver sa stabilité alors que la Libye peine à se débarrasser des milices nées dans la contestation du régime de Mouammar Kadhafi. À l'Ouest, la frontière avec le Maroc et le Sahara occidental est fermée. Au Sud, le pays doit gérer 3 500 kilomètres de frontières avec la Mauritanie, le Mali, le Niger et la Libye. Au total, cela représenterait la distance entre Madrid et Moscou.

La crise malienne, qui a pris une dimension internationale, a augmenté d'un cran la tension côté sud, complétant un tableau redouté par les autorités algériennes. La région a en effet fini par attirer ce que le pays craint par-dessus tout, la présence simultanée de groupes *jihadistes* et de forces militaires des grandes puissances, les deux phénomènes étant d'ailleurs intimement liés, aux yeux des dirigeants algériens.

Pourtant, l'Algérie semblait bien partie pour régler la crise malienne, à son avantage. Ayant déjà eu à arbitrer des conflits maliens à trois reprises par le passé, Alger a de nouveau prôné une solution politique, basée sur un processus qui aboutirait à une entente entre Maliens, un nouveau pacte qui tiendrait mieux compte des intérêts des Touaregs, tout en préservant l'intégrité territoriale du Mali, qui reste la base de toute négociation. L'Algérie s'est accrochée à cette démarche, malgré le forcing français.

Confrontée aux appels à une intervention militaire de la France et des pays de l'Afrique de l'Ouest, dans le cadre de la Cedeao, notamment de la part de l'ancien premier ministre malien, Cheikh Modibo Diarra, l'Algérie a trouvé un soutien inattendu pour faire prévaloir sa démarche. Les États-Unis, qui voulaient éviter une nouvelle aventure militaire bâclée dans le Sahel, et ne croyaient pas au plan d'intervention français, ont donné un coup de pouce inespéré à l'Algérie. L'ancien et le nouveau patron de l'Africom ont tous les deux affirmé qu'une intervention militaire ne pouvait être que le couronnement d'un processus politique. L'expérience américaine en Afghanistan, en Irak et en Somalie a montré qu'une intervention militaire est contre-productive si elle ne s'appuie pas sur un État, des institutions et une armée locale qui prennent le relais. L'en-

trée en scène des Américains a pu faire entrevoir aux dirigeants algériens que l'option militaire était écartée.

Forte de ce répit, l'Algérie a organisé une série de rencontres entre les autorités de Bamako et les mouvements rebelles du Nord, le Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA) et Ansar Eddine. Une polémique a opposé l'Algérie et la France au sujet d'Ansar Eddine, qui semblait le plus puissant mouvement rebelle : fallait-il l'admettre à la table des négociations ? Non, disait Paris, qui le considérait comme un mouvement terroriste. Oui, assurait Alger, qui reconnaissait en lui un mouvement portant des revendications « légitimes » de la communauté touareg. Quant à Al Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et au MUJAO (Mouvement pour l'Unité du Jihad en Afrique de l'Ouest), ils ont été exclus des négociations dès le départ, car considérés comme des mouvements terroristes.

### Le faux bond du mouvement Ansar Eddine

La position algérienne a cependant péché sur au moins trois points. D'abord, l'Algérie a énoncé une démarche pragmatique, convaincante, qui a fini par emporter l'adhésion des Américains de nombreux pays africains, mais elle n'a pas su la gérer jusqu'au bout. Elle ne disposait pas des moyens politiques, financiers et militaires pour l'imposer. Elle a aussi péché par une attitude dogmatique, figée, alors que la situation évoluait rapidement. Ainsi, l'Algérie n'a pas su réagir à la campagne sur les sévices et l'application de la *charia* dans le nord du Mali, alors que l'objectif visible de cette campagne était de préparer le terrain à une intervention militaire imminente. L'attitude algérienne a fini par apparaître comme décalée par rapport à ce qui se passait sur le terrain.

Ensuite, l'Algérie a beaucoup misé sur le mouvement Ansar Eddine et sur son leader, Iyad Ag Ghali. Celui-ci, réfugié malien en Algérie depuis les années quatre-vingt, était un vétéran de la contestation touareg. Les responsables algériens du dossier le connaissaient de longue date, à un point tel que les Français considéraient Iyad Ag Ghali comme l'homme d'Alger. Ce en quoi les Français avaient tort : Iyad Ag Ghali a peut-être été parrainé par l'Algérie dans le passé, mais il a, depuis, séjourné en Ara-

Abed Charef, journaliste algérien.

## IDÉES POLITIQUES



bie saoudite comme diplomate malien, puis au Qatar. Il n'était plus un militant touareg, mais un islamiste. Il a réussi à supplanter les autres dirigeants de la rébellion touareg, pour donner une autre orientation à la contestation. Ses lieutenants n'étaient plus des militants touaregs, mais des *jihadistes*, qui affirmaient publiquement donner la préférence à une alliance avec Al Qaïda et le MUJAO, plutôt qu'à une solution démocratique à la crise malienne.

Troisième élément, l'Algérie tablait sur une solution basée sur un schéma classique, avec des négociations, un accord politique et une tentative de réconciliation pour couronner le processus. Mais cette formule a été déjà appliquée dans les années soixante, au début des années quatre-vingt-dix, puis en 1996 et en 2006. Sans résultat. La méthode permet, certes, de mettre fin à la violence, mais pas de régler les problèmes de fond. La reproduire mécaniquement mènera de nouveau à l'échec, car cette formule ne tient pas compte de certains aspects de la crise malienne, notamment la tendance des différents partenaires maliens à violer ces accords conclus, une fois la tempête passée.

Le pouvoir central de Bamako a toujours considéré le problème touareg comme marginal. Il concerne une partie très limitée de la population malienne, entre 5 % et

10 %. De plus, même dans l'Azawad, que les mouvements touareg considèrent comme leur terre historique, ils ne sont pas majoritaires. Et quand la situation s'envenime, l'Algérie et la Libye sont toujours disponibles pour apaiser les tensions : les deux utilisent leurs mens d'influence traditionnels, argent et différentes aides, pour éviter que le problème ne déborde sur leur territoire, car les Touaregs vivent à cheval sur l'Algérie, le Mali, le Niger et la Libye.

À cela s'ajoute un non-dit sur la question touareg : l'opposition historique entre populations du Nord, des blancs, arabes ou berbères, musulmans, nomades, vivant dans de grands espaces à travers tout le Sahel, d'un côté ; et, de l'autre, les noirs du Sud, qui constituent la majorité de la population, eux aussi musulmans, mais avec des petites minorités chrétiennes et animistes. Cet antagonisme n'a jamais disparu depuis le temps de l'esclavage, et il refait régulièrement surface de manière particulièrement brutale. Les rébellions touaregs donnent ainsi lieu à des actes d'une rare violence, auxquels l'armée malienne répond de manière encore plus cruelle. Les mouvements touaregs n'hésitent pas à massacrer les soldats maliens lors de leurs offensives, et la contre-offensive de l'armée malienne pour reprendre le contrôle de certaines villes aux mouvements rebelles a donné lieu à des exactions, avec des exécutions

sommaires de suspects, une chasse aux Touaregs dans les villes reconquises et le pillage de leurs biens.

### L'alerte de Tiguentourine

L'Algérie, qui doit tenir compte de ces équilibres fragiles du Mali dans toute proposition de solution, est aussi confrontée à des enjeux majeurs pour sa sécurité et sa stabilité. Le président, Abdelaziz Bouteflika, l'a clairement exprimé, le 24 février 2013. « Notre sécurité est mise en danger par la situation au Mali, à notre frontière sud, et par les manifestations sporadiques d'un terrorisme que nous n'avons cessé de combattre », a-t-il dit en s'adressant aux travailleurs du secteur pétrolier.

L'inquiétude de l'Algérie concerne d'abord l'implantation de groupes *ihadistes* au nord du Mali, où il est difficile de les déloger. AQMI et le MUJAO ont fait de cette région, avec l'appui d'une partie de la population locale, un sanctuaire difficile à attaquer. C'est de là que sont partis les 32 terroristes qui ont mené une prise d'attaque sanglante à Tiguentourine, près d'In Amenas, au cœur du Sahara algérien, le 16 janvier 2012, faisant 37 morts parmi les travailleurs d'un site gazier de la Sonatrach algérienne. Et pour bien montrer la difficulté de contrôler ces milliers de kilomètres de frontières, les terroristes sont partis du Mali vers le Niger, remontant vers le nord pour passer en Libye, dont ils ont longé la frontière avant d'entrer en Algérie.

À elle seule, cette attaque montre le défi sécuritaire auquel est confrontée l'Algérie. Mais ce n'est qu'une partie du problème, la seconde partie étant constituée par l'implantation des armées françaises et américaines au Mali. Pour l'heure, la France affirme qu'elle n'a fait que répondre à une situation d'urgence, pour empêcher les groupes *ihadistes* de prendre le pouvoir à Bamako. Quant aux États-Unis, ils participent à la guerre en fournissant des Predator, ces *drones* devenus vitaux pour la surveillance des frontières et des déplacements de groupes terroristes. Stationnés au Niger, les *drones* ont déjà opéré au Mali, près de la frontière algérienne.

Jusqu'où iront la France et les USA dans leur intervention au Mali ? Officiellement, la France attend le déploiement de forces africaines pour retirer ses unités combattantes. Les USA affirment qu'ils fourniront uniquement un appui technique et logistique. Mais la guerre a sa propre logique. Et s'il est facile d'entrer dans un conflit armé, il est difficile d'en sortir, particulièrement quand on sait que l'armée malienne est en miettes, et que les Américains ont publiquement exprimé leur méfiance envers les armées africaines attendues sur place pour stabiliser la situation.

Cette évolution cache le paradoxe algérien. D'une part, l'Algérie ne veut pas de troupes étrangères à ses frontières, elle se méfie de la présence de forces françaises et redoute une implantation des troupes américaines. Mais, de l'autre, elle ne peut pas imposer la paix au Mali, elle ne peut laisser la région devenir une zone non contrôlée, livrée aux groupes terroristes et aux trafiquants. L'Algérie peut encore moins accepter que des groupes islamistes liés à Al Qaï-

da prennent le pouvoir à Bamako, avec tout ce que cela implique comme risques de déstabilisation pour toute la région et sa transformation en un *Sahelistan*. Elle se résigne donc à accepter une intervention militaire française, et même à la faciliter, alors que sa doctrine militaire consiste, précisément, à rejeter toute intervention étrangère, tout en s'interdisant d'envoyer ses troupes à l'étranger.

### Préserver un rôle de médiateur

En insistant sur son refus d'intervenir au Mali, l'Algérie évite d'être partie prenante à un conflit dans lequel elle aurait à réprimer des Touaregs, dont les cousins sont algériens. Elle veut aussi ménager son statut d'arbitre dans une crise à répétition, pour pouvoir reprendre son rôle de médiateur, quand sera venu le temps des négociations. Mais dans le même temps, elle s'impose une position de spectateur, ce qui la prive, de facto, de participer directement à la solution de la crise.

Cette position est critiquée, y compris en Algérie, où la passivité de sa diplomatie est perçue comme un aveu d'impuissance, sinon comme une complicité avec l'ancienne puissance coloniale. D'autant plus que les Algériens ont appris, par le biais de dirigeants français, que l'aviation militaire française a obtenu l'accord de Bouteflika pour survoler l'espace aérien algérien pour se rendre au Mali. Au sein de l'opinion publique, l'idée a été mal acceptée.

Mais pour l'Algérie, le vrai problème réside dans son incapacité à anticiper les coups, et à s'adapter à une situation qui évolue rapidement. Déjà, dans la crise libyenne, le pays s'était trouvé ligoté, incapable d'agir sur le plan militaire, et totalement impuissant sur le plan médiatique, lorsque l'Algérie avait été accusée de soutenir le régime de Kadhafi et d'assurer le transport de mercenaires qui se battaient pour lui. Une partie de la presse algérienne avait même participé à cette campagne de propagande, qui s'est révélée totalement fautive. Ce qui a révélé un autre anachronisme de la diplomatie algérienne : alors que la presse algérienne est souvent considérée comme aux ordres, une partie des médias ont défendu les positions françaises dans les crises libyenne et malienne !

Dans la crise malienne, l'Algérie s'est murée dans la même attitude figée. Sans tirer la leçon de l'échec libyen, où la solution a été imposée sans elle. Pourtant, le Mali est un pays où l'influence algérienne était traditionnellement importante. Considéré comme faisant partie de la zone d'influence française, le Mali était en réalité une zone d'influence mixte, où l'Algérie a toujours eu son mot à dire. Le président Bouteflika lui-même avait comme surnom « Abdelkader Mali », hérité du temps de la guerre de libération, lorsqu'il avait été muté sur le front malien pour surveiller l'acheminement des armes vers les maquis de l'intérieur, à travers le Sahara.

Mais pour l'heure, Bouteflika, âgé de 76 ans, est malade, vieillissant. Un peu à l'image de la diplomatie algérienne, qui n'arrive pas à imposer le respect de ses intérêts vitaux, alors que l'étau se resserre. ■